

LA MENDICITE ET LA PROSTITUTION, DEUX FLEAUX A COMBATTRE, DEUX VICTOIRES A REMPORTE

Au moment où tout est mis en œuvre pour faire aboutir l'EPI (Effort populaire d'investissement) qui sera d'un apport appréciable à la résolution de grands fléaux comme la mendicité, le manque d'emploi et la prostitution la presse nationale a rencontré la camarade Joséphine Ouédraogo, ministre de l'Essor familial et de la Solidarité nationale le vendredi 10 courant. Rencontre au cours de laquelle elle nous a entretenu de ces trois fléaux et des mesures envisagées par le CNR pour les éliminer. Avec elle, il a été question aussi du salaire vital.

Question : *Quel est l'ampleur de la prostitution dans notre pays ?*

Réponse : Actuellement il nous est difficile d'établir des statistiques compte tenu du fait que toutes les prostituées ne se font pas connaître ouvertement en allant se soigner au ministère de la Santé. Il y en a qui le font, mais les prostituées burkinabè ont peur de se faire connaître. Mais c'est à travers le dialogue et ce travail d'approche que le ministère de l'Essor familial et de la Solidarité nationale peut constater l'immobilité ou l'ampleur de la prostitution au Burkina.

Q. : *Il y a aussi des hommes prostitués...*

R. : Evidemment, ça existe également comme dans d'autres sociétés si l'on peut considérer l'homosexualité

comme étant une forme de prostitution, surtout quand c'est rémunérée (...).

Parlant de l'ampleur de la mendicité, il en est de même que pour la prostitution. Nous n'avons pas de statistiques fixes ; j'essaie de vous faire des approches, surtout quand il y a eu cette vague d'immigration suite à la sécheresse, nous avons cherché à comprendre pourquoi on découvrirait subitement des femmes, des enfants mendiants et aussi nous avons pu constater l'ampleur de ce fléau.

Q. : *Au cours du meeting du 3 janvier, le président du Faso, parlant de la lutte contre la prostitution et la mendicité a dit que des consignes avaient été données à votre ministère. Pouvez-vous*

nous dire en quoi consistent ces consignes ?

R. : Dans la mesure où le CNR a décidé au cours de l'année 1986 que nous allons nous attaquer aux problèmes de la prostitution et de la mendicité, il a été défini clairement le rôle que le MEFSN avait à jouer. Mais je tiens à souligner que ce n'est pas la seule responsabilité du MEFSN. En ce qui concerne la prostitution, nous au niveau de l'Essor familial, nous ne pouvons que nous occuper de l'aspect humain de la chose, l'aspect social ; c'est-à-dire, la réhabilitation de la prostituée. A la limite, c'est une action en aval. Mais quand on dit prostitution, il ne faut pas voir que des femmes assises sur des tabourets. Il faut chercher à savoir ce qui amène la prostitution et ce qui la soutient. C'est une question très importante qui ne relève pas de la responsabilité de l'Essor familial. Ce n'est pas nous qui avons les moyens de lutter contre tous ces réseaux. La prostitution existe parce que des gens trouvent un intérêt à mettre des femmes dans un circuit de vente. Ce sont des femmes victimes d'un système, d'hommes et de fem-



La camarade Joséphine Ouédraogo, ministre de l'Essor familial et de la solidarité nationale

mes qui ont décidé de tirer leurs revenus dans le commerce de femmes.

Il y a des femmes aujourd'hui dans la prostitution ; ce n'est pas parce qu'elles ont été bernées et vendues. Et cet aspect de démanteler le circuit, dépasse le rôle de notre ministère et l'Administration territoriale a un rôle très important à jouer à ce niveau.

Ainsi, les deux pays que sont le Burkina Faso et le Ghana ont à conjuguer leurs efforts parce qu'au

Ghana, ils ont décidé la même chose.

En ce qui concerne les prostituées qui à la suite de certaines mesures : interdiction ou sensibilisation, acceptent maintenant de s'adonner à d'autres tâches, le ministère de l'Essor familial a un rôle important à jouer.

Q. : *Quelles sont ces tâches ? Quels genres d'emploi faut-il créer dans ce sens ?*

LA MENDICITE ET LA PROSTITUTION, DEUX FLEAUX A COMBATTRE, DEUX VICTOIRES A REMPORER

R. : D'abord accepter le dialogue avec ces prostituées. Dans la mesure où la prostitution à un moment donné sera interdite (il n'y aura donc plus de maisons closes, plus de racolage) ; il y aura des femmes qui vont se retrouver obligées soit de rentrer chez elles pour celles qui ne veulent pas faire autre chose, soit de se réhabiliter, donc d'accepter d'autres emplois. Et c'est dans ce domaine que nous avons commencé à définir le type d'emplois qui peut intéresser

R. : Il s'agit également de lutter contre une autre forme de parasitisme auquel se livrent des gens qui, sous le couvert de la religion ou de certaines croyances, pensent qu'ils peuvent vivre de la générosité d'autrui. Il y a une bonne partie des mendiants qui sont des hommes valides qui en fait devraient pouvoir travailler. La mendicité n'est nulle part tolérée. Dans la mesure où nous luttons contre le chômage et le parasitisme dans notre société, il est normal qu'en ce qui concerne les mendiants, on prenne des mesures. Ce qu'on a remarqué, c'est qu'il y a la mendicité des tous petits enfants, c'est-à-dire les garibous. A ce niveau, avec la communauté musulmane on a déjà pris des décisions pour arrêter ce vice puisque cela ne fait pas partie des obligations du coran. Il y a aussi des mendiants qui ne sont pas des burkinabè. Une autre catégorie, ce sont les mendiants réellement handicapés, qui ne peuvent pas faire autrement que de mendier. Vis-à-vis d'eux, nous avons un devoir social : c'est de les réhabiliter, de les récupérer au niveau de centres où on peut les faire mener des activités qui leur donnent la sensation ou l'assurance de pouvoir être des hommes comme toute autre personne pouvant subvenir à leurs propres besoins.

récupération sociale au niveau de centres spécialement conçus pour ça.

Q. : Officiellement, on ne parle plus de salaire vital. Est-ce à dire qu'il n'y en aura plus ? Si oui, quels sont les nobles d'une telle décision ?

R. : Notre silence officiel par rapport au salaire vital jusqu'aujourd'hui a fait penser que certaines décisions avaient été prises hâtivement. C'est en fait parce que depuis la publication de la mesure sur le salaire vital, nous avons fait un grand travail d'analyses et de débats. Ainsi, nous avons mis en place une commission chargée de voir tous les contours du problème ; et c'est parce que nous étions toujours dans ce travail d'analyses que le silence était maintenu. Il nous fallait connaître les répercussions de l'application de cette décision ; connaître les problèmes de fonds qui se posent par rapport au salaire vital. Notre silence s'explique aussi par le fait qu'il nous fallait tirer des conclusions de nos différentes analyses.

les qui constituent la majorité ? Pour nous, il n'était pas question d'appliquer une mesure en sachant que ça ne toucherait qu'une minorité. En voulant prendre en compte les besoins de tout un chacun, c'est là que dans les analyses on a abouti à la création de l'EPI (Effort populaire d'investissement) pour résoudre tous les problèmes fondamentaux du peuple, en l'occurrence, la santé, l'éducation, le chômage, etc.

Le salaire vital pourrait intervenir après et s'appliquer sous une autre formule à travers la sensibilisation. Il faut aussi définir le statut économique de la femme. Le salaire vital en conclusion est compris déjà dans cet effort populaire d'investissement.

Q. : Un not à l'endroit de ces femmes qui déjà avaient fait des prévisions en fonction de ce salaire vital.

R. : A l'endroit de ces femmes qui vivent des problèmes sérieux, nous pensons qu'elles pourront poser le problème au niveau de la majorité.



"Les solutions dépendent de l'âge et des raisons..."

(Ph. Ben Idriss Z.)

Seulement, il faut que les hommes prennent leurs responsabilités par rapport à leur ménage.

Dieudonné BAMOUNI



"Une bonne partie des mendiants sont des hommes valides"

(Ph. Ben Idriss Z.)
ces femmes. Pour le moment, en discutant avec les prostituées, certaines se sont montrées intéressées par des emplois comme la coiffure, la restauration, le commerce et la production (petites entreprises de production). Nous sommes en train de finaliser ces dossiers et en temps opportun nous pourrions organiser la mise en pratique de ces entreprises et donc le recrutement.

Q. : Un autre fléau, c'est la mendicité. A ce niveau quelles sont les solutions préconisées ?

Q. : Parmi ceux qui sont frappés par la mendicité ou la prostitution, il y a tous les âges : est-ce que les solutions dépendent de l'âge ?

R. : Bien sûr, les solutions dépendent non seulement de l'âge mais des raisons qui ont poussé tel ou tel individu à être dans le circuit de la mendicité ou de la prostitution. On ne peut donc pas appliquer la même solution à tout le monde. D'ailleurs celle-ci peut résider soit dans un simple travail d'encadrement, soit dans un travail de démantèlement, de répression ou de

Dans le cadre de ces analyses et de ces débats, il y a des problèmes réels qui apparaissent et qu'il fallait résoudre. A quoi aurait servi le salaire vital ? D'abord c'était pour qu'une partie du salaire puisse être gérée par la femme au profit des besoins du ménage. Il fallait donc savoir quels étaient les besoins vitaux et fondamentaux du ménage auxquels doit servir le salaire vital qu'on appellerait salaire vital. Et on est arrivé à la conclusion que les problèmes sociaux que vivent les ménages des fonctionnaires sont les mêmes que vivent les autres ménages. Et d'ailleurs pourquoi parler de salaire vital au profit des femmes qui sont en ville ou autre et oublier les femmes rura-

Mendicité et prostitution : quelles solutions ?

Le 3 janvier dernier le président CNR et du Faso a exprimé la volonté politique du CNR d'aller en guerre contre la mendicité et la prostitution sous toutes ses formes. Cette guerre contre la mendicité et la prostitution est en fait une dénonciation du système économique dans notre pays. En effet le capitalisme prévoit un égoïsme criard, encourage la loi du "chacun pour soi et Dieu pour tous" et non celle plus juste du "chacun pour tous et tous pour chacun". De fait, les victimes d'un tel système, les déshérités sociaux sont contraints à la mendicité pour survivre. Alors, ils sortent dans les rues, prennent d'assaut les hôtels et certains lieux publics.

Ce même système de nos jours, entretient et renforce un déséquilibre entre les villes et les campagnes. Ainsi dans le même pays, tandis qu'une minorité a accès aux dernières découvertes, la majorité souvent à quelques kilomètres de distances

des grands centres urbains vit dans un dénuement total. Alors l'exode rural avec tout son sombre cortège dont la mendicité, et la prostitution.

C'est donc dire que la dépravation sociale et la désorganisation sociale qui ont vu le jour sous les régimes de démission nationale doivent être combattues. Notre société doit changer radicalement. "Tous ces mendiants qui traînent, qui sont dans les rues sont nos frères, nos soeurs ; ce sont ceux que nous avons rejetés par égoïsme, et cet égoïsme, nous allons le combattre en chacun de nous". Ces propos du camarade président du Faso en appellent à la solidarité nationale. Et il apparaît normal et judicieux que les victimes de la société que sont les prostituées et les mendiants soient entièrement pris en charge par la société elle-même. S'il est vrai que le manque d'emploi peut conduire à la prostitution, il n'en de neure pas moins vrai que la

seule résolution de ce problème est loin de combattre radicalement ce commerce honteux. Quelle sont donc les solutions à ces maux majeurs de la société ? D'abord, combattre le mal en sa racine en combattant le système économique qui le favorise.

Ensuite, un changement des mentalités lequel changement devra faire naître chez tout Burkinabè conséquent un esprit de solidarité nationale.

A l'endroit des mendiants, créer des centres sociaux éducatifs leur permettant de s'adonner à des activités de leurs choix ouvrant la voie à l'apprentissage d'un métier rentable.

C'est donc admettre que cette lutte est une lutte politique et la victoire qui assurément s'en suivra sera une victoire politique. Il nous appartient alors à chacun, où qu'il se trouve de contribuer effectivement d'une manière ou d'une autre à arracher cette victoire politique. **D.B**